

## Minorités linguistiques et société Linguistic Minorities and Society



# Minorité linguistique, crise dite « anglophone » et flux des déplacés internes vers les Grassfields francophones camerounais

Martin Donleack and Nchotu Veraline Nchang Minang

Number 19, 2022

Varia

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1094401ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1094401ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques / Canadian Institute for Research on Linguistic Minorities

ISSN

1927-8632 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Donleack, M. & Minang, N. V. N. (2022). Minorité linguistique, crise dite « anglophone » et flux des déplacés internes vers les Grassfields francophones camerounais. *Minorités linguistiques et société / Linguistic Minorities and Society*, (19), 137–169. <https://doi.org/10.7202/1094401ar>

### Article abstract

Political crises, natural disasters, and pandemics render environments in which they rage uncertain. In the case of an armed conflict, such as that of the so-called Anglophone Crisis in Cameroon, emergency situations require a rapid, urgent response from the populations affected. The choices of host environments are intimately linked to their survival. This study examines the factors that led to the concentration of many internally displaced persons (IDPs) from the Anglophone Crisis in the French-speaking Grassfields region. In light of the data collected, we can say that the anteriority of civilizational relations between the Grassfields peoples, historical experiences, and the urban phenomenon are the main factors attracting internally displaced persons from the Anglophone Crisis in Cameroon to the French-speaking Grassfields.

# Minorité linguistique, crise dite « anglophone » et flux des déplacés internes vers les Grassfields francophones camerounais

Martin Donlefack

*Université de Yaoundé I, Cameroun*

Nchotu Veraline Nchang Minang

*Université de Dschang, Cameroun*

## Résumé

Les crises politiques, les catastrophes naturelles tout comme les pandémies font des milieux dans lesquels elles sévissent des environnements d'incertitude. Il devient donc urgent d'anticiper tous les scénarios possibles pour réagir ou se soustraire au danger. Dans le cas d'un conflit armé comme celui de la crise dite « anglophone » au Cameroun, les situations d'urgence requièrent une réaction rapide et surtout précipitée des populations victimes. Même si dans les milieux d'accueil il est très souvent difficile de comprendre le choix porté sur ces milieux par les victimes, il faut tout au moins reconnaître que ces choix dans leur quasi-totalité sont intimement liés à la survie de ces dernières. Il est question tout d'abord de vivre, et ce n'est qu'une fois cette équation résolue que celle de la survie pourra s'imposer. Mais il va sans dire qu'il y a toujours des facteurs qui influencent ces choix. Il s'agit dans ce travail d'examiner ces facteurs, lesquels auraient eu une incidence sur la concentration de nombreux déplacés internes de la crise dite « anglophone » dans la région des Grassfields francophones. À la lumière des faits historiques relatés et des données humaines récoltées, nous pouvons dire que l'antériorité des rapports civilisationnels entre les peuples de la région des Grassfields, les expériences historiques et le phénomène urbain sont les principaux facteurs d'attraction des déplacés internes de la crise dite « anglophone » au Cameroun vers les Grassfields francophones.

## Abstract

Political crises, natural disasters, and pandemics render environments in which they rage uncertain. In the case of an armed conflict, such as that of the so-called Anglophone Crisis in Cameroon, emergency situations require a rapid, urgent response from the populations affected. The choices of host environments are intimately linked to their survival. This study examines the factors that led to the concentration of many internally displaced persons (IDPs) from the Anglophone Crisis in the French-speaking Grassfields region. In light of the data collected, we can say that the anteriority of civilizational relations between the Grassfields peoples, historical experiences, and the urban phenomenon are the main factors attracting internally displaced persons from the Anglophone Crisis in Cameroon to the French-speaking Grassfields.

Les notions de minorité linguistique et d'identité culturelle sont intimement liées. La première est l'extériorisation de la seconde dans un environnement culturel dominé par les éléments étrangers. Dans les sciences humaines et sociales, l'usage du terme « identité » désigne généralement, non pas la nature profonde d'un individu ou d'un collectif en soi, mais la relation entre les appartenances collectives et les personnalités individuelles ou la manière dont chacun s'identifie lui-même. Ainsi, « les identités collectives et les identités individuelles sont inséparables, la question étant généralement de savoir comment tel ou tel comportement ou croyance peut se comprendre à partir des appartenances collectives et de la manière dont celles-ci sont vécues, intériorisées par telle ou telle personne » (Hersent, 2002). La définition de l'identité culturelle conduit à des interrogations sur les questions d'appartenance et de construction identitaire ainsi que sur les relations interculturelles et sur la problématique de l'interculturalité. C'est au centre de ces interrogations que se situe la problématique de la minorité linguistique anglophone et même de la crise dite « anglophone » au Cameroun.

L'objectivité du concept de minorité (linguistique ou culturelle) repose généralement sur une analyse démographique. Selon l'Organisation des Nations Unies, les minorités sont des groupes numériquement inférieurs au reste de la population, dans une position non dominante à l'intérieur d'un État, dont les membres possèdent des caractéristiques ethniques, religieuses ou linguistiques différentes de celles du reste de la population et ont, du moins implicitement, un sentiment de solidarité visant la préservation de leur culture, de leurs traditions, de leur religion ou de leur langue (Capotorti, 1979, p. 102). C'est du moins le sentiment qui s'est développé au sein des communautés anglophones du Cameroun depuis l'avènement de l'État indépendant et réunifié et qui alimente la crise dite « anglophone », dont l'une des conséquences majeures est le mouvement de populations des milieux de crise vers des régions mieux sécurisées.

Il est important de signaler que les migrations font partie des grandes expériences et des espoirs de toutes les sociétés humaines. Les données archéologiques et paléo-anthropologiques indiquent que l'Homme est apparu en Afrique. La présence humaine dans le reste de la planète Terre résulte donc de mouvements des populations (Monty White, 1983)<sup>1</sup>. Pour autant, il faut indiquer que tous ces mouvements ne sont pas nécessairement des migrations. Dans le cadre d'une économie de chasseurs-cueilleurs, le nomadisme est nécessaire pour assurer sa subsistance : les groupes doivent régulièrement changer de lieu de résidence

---

1. Selon la théorie actuellement dominante d'une origine africaine de l'homme moderne, l'histoire des migrations humaines commence par les déplacements de l'*Homo erectus* hors de l'Afrique à travers l'Eurasie il y a environ un million d'années. L'*Homo sapiens* semble avoir colonisé toute l'Afrique il y a 150 000 ans, a commencé à sortir d'Afrique il y a 80 000 ans puis s'est répandu à travers l'Eurasie et l'Australie il y a 40 000 ans.

lorsque les ressources naturelles deviennent rares (Boumaaoune, 2021)<sup>2</sup>. Les flux migratoires sont classés selon leurs mobiles. On distingue notamment : les migrations économiques (déplacement de travailleurs)<sup>3</sup> et les migrations contraintes (fuite de persécutions ou de famine résultant souvent des guerres; on parle aussi de conquête, d'invasion, d'exode et de colonisation). Pour l'ère post-industrielle, la migration correspond plutôt à un changement définitif de lieu de résidence, sauf pour le cas particulier des migrations saisonnières liées au phénomène des vacances.

Les migrations forcées se distinguent des migrations volontaires dans le sens où elles surviennent dans un contexte de crise aiguë et se caractérisent par une rupture dans le fonctionnement d'une société dans son espace de vie. Elles sont forcées car subies et non voulues. Ainsi, les migrants forcés ne partent pas dans l'intention d'améliorer leurs conditions de vie ou pour réaliser un projet migratoire, mais seulement pour survivre à une crise dont la seule issue est le départ. Ces migrants vivent des situations mouvantes caractérisées par une grande instabilité de leur statut. Les migrations forcées se distinguent aussi des migrations volontaires dans le sens où elles concernent l'ensemble des membres d'un groupe, hommes et femmes, jeunes et vieux, toutes catégories sociales confondues. Elles se caractérisent par des fuites soudaines et massives, temporaires ou définitives, donnant lieu à une diversité des situations (Koffie-Bikpo et Dembelle, 2009). C'est à ce type de migration que nous faisons référence lorsque nous parlons des déplacés de la crise dite « anglophone » au Cameroun.

Bien que le réfugié et le déplacé interne soient tous deux des sujets de migration, il est tout au moins important de faire la différence entre ces deux notions, et ce, dans le but d'établir la différence entre les mouvements de populations à l'intérieur et à l'extérieur des frontières du Cameroun, tous dus à la crise dite « anglophone ». Pour mieux cerner ces notions, il est important de se référer à la notion d'État, car la catégorisation des personnes en mouvement est intimement liée à la prédominance de la notion d'État (Puel, 2005, p. 71-85)<sup>4</sup>. Dans

2. De petits déplacements réguliers de l'ordre d'une vingtaine de kilomètres sur quelques centaines de générations pourraient expliquer le peuplement de l'ensemble de l'Eurasie à partir de l'Afrique sans qu'il y ait de migration au sens strict, à savoir un mouvement conscient d'un ensemble de personnes d'un point à un autre dans un but donné. Voir Pin (2013).
3. Les migrations économiques correspondent à la théorie néo-classique développée initialement par William Arthur Lewis d'une part, et John R. Harris et Michael P. Todaro d'autre part. Selon cette théorie, les travailleurs migrent parce qu'ils sont pauvres chez eux et qu'ils préféreraient l'être moins dans un pays développé. C'est le modèle du type « répulsion-attraction » (*push-pull* en anglais), qui constitue le « B-A-BA » de la théorie économique standard des migrations. Lire William Arthur Lewis (1954) et John R. Harris et Michael P. Todaro (1970) ou consulter le lien suivant : <https://www.etudier.com/dissertations/Migration/3002.html>.
4. « Les théories des relations internationales définissent l'État de diverses façons. Selon les libéraux classiques, l'État est l'incarnation de la raison ou de l'intérêt général. Pour les néolibéraux, il est le lieu d'arbitrage des conflits entre les groupes d'intérêt de la société. Pour les réalistes, il est l'expression de la puissance et de la souveraineté de la nation. Pour les marxistes, il est l'instrument dont se sert la classe dirigeante pour imposer sa domination aux autres classes. Dans le langage courant, l'État est généralement assimilé à l'ensemble des institutions qui le constituent – les assemblées parlementaires (pouvoir législatif), le chef de l'État et le cabinet ou gouvernement (pouvoir exécutif), les tribunaux (pouvoir judiciaire), l'armée et la police (pouvoir répressif), la fonction publique, les entreprises et les services publics. » Lire aussi Hélène Desbrousses (2007).

la pratique des relations internationales, c'est la définition que donne le droit international public de l'État qui est généralement utilisée. Selon cette définition, l'État comporte cinq éléments : un espace territorial, une population, un système de gouvernement, une personnalité juridique internationale et la souveraineté (Éthier, 2010, p. 75-76). C'est donc à cette compréhension de la notion d'État que nous allons nous en tenir tout au long de notre travail.

Au regard de l'État vu par le droit international public, les déplacés internes se distinguent des réfugiés par le fait qu'ils n'ont pas franchi de frontière internationale.

Les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays sont des personnes ou des groupes de personnes qui ont été forcés ou contraints à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un État [...] (Comité international de la Croix-Rouge, 1998).

Cependant, lorsque des personnes passent une frontière internationale pour échapper aux persécutions, elles sont protégées par des conventions internationales et sont juridiquement considérées comme des réfugiés (Agence des Nations Unies, s.d.) Quant aux personnes déplacées n'ayant pas quitté leur pays d'origine, elles ont droit à la protection des autorités de ce dernier. C'est donc aux pouvoirs publics nationaux qu'il appartient d'en assurer la protection (Agence des Nations Unies pour les Réfugiés, 2013). Dans le but de nous conformer à la définition juridique des notions de réfugié et de déplacé, nous considérons que le mouvement de personnes qui a été provoqué à l'intérieur du Cameroun par la crise dite « anglophone » s'inscrit dans la catégorie des déplacements internes.

Dans le contexte des crises internes comme celle dite « anglophone » au Cameroun, les mouvements internes sont plus intenses. Ils sont lents, discrets mais très consistants. Parce que les déplacés se fondent parfois dans la masse des parents et amis qui vivent déjà dans la ville d'accueil, leur identification et leur recensement deviennent difficiles. Certains milieux d'accueil sont plus sollicités que d'autres. Dans d'autres cas, ces milieux ne sont que des points de séjours temporaires ou tout simplement des points de transit vers des milieux plus convoités ou plus accueillants. Dans le cas précis de la crise dite « anglophone », la région de l'Ouest – d'ailleurs la seule des huit régions administratives francophones qui partage ses frontières à la fois avec les deux régions anglophones en crise – semble être particulièrement sollicitée par les déplacés internes. On est donc en droit de se demander quelles sont les raisons de la forte convergence des déplacés de cette crise vers la région de l'Ouest, qui correspond aux Grassfields francophones au Cameroun.

Nous avons exploité et confronté les résultats des enquêtes que nous avons menées dans les Grassfields francophones avec ceux des différents autres rapports d'enquête dont nous disposons sur les mouvements humains dus à la crise anglophone et les données sur

l'antériorité des rapports culturels et historiques entre la partie anglophone du Cameroun et les peuples de la région des Grassfields. Nous présentons ici les résultats de notre analyse (comparative), que nous considérons comme notre modeste contribution à la compréhension de la problématique du choix des milieux d'accueil des victimes de crise ou de conflit. Il s'agit aussi d'essayer de comprendre la psychologie des victimes de crise dans la décision difficile de tout abandonner pour une destination incertaine.

## La crise dite « anglophone » au Cameroun : présentation

Une crise est un événement social ou personnel qui se caractérise par un paroxysme des souffrances, des contradictions ou des incertitudes, pouvant produire des explosions de violence ou de révolte (Institut Numérique, 2012). Elle peut être sociale, culturelle, politique et économique. Il n'y a presque pas de frontière entre une crise sociale et une crise politique. L'une peut engendrer l'autre et inversement. Une crise politique est une phase grave dans l'évolution de la situation politique d'un État : elle peut entraîner des grèves, des manifestations, des mouvements sociaux, des émeutes ou, plus grave, une révolte ou une guerre comme c'est le cas dans les deux régions anglophones du Cameroun (Institut Numérique, 2012).

La crise dite « anglophone » au Cameroun est une guerre en cours dans les deux régions anglophones du Cameroun. Les débuts de cette crise remontent à 2016. Elle est la conséquence d'une gestion approximative par l'État des revendications corporatistes des avocats et enseignants, lesquelles ont progressivement basculé vers des revendications sécessionnistes et indépendantistes<sup>5</sup>.

Cette crise est la conséquence de l'explosion du « problème anglophone » au Cameroun. Selon Victor Julius Ngoh (2019), le « problème anglophone » est avant tout un problème de minorité : la minorité linguistique anglo-saxonne contre la majorité linguistique francophone. À la genèse de ce problème se trouve, comme dans la quasi-totalité des crises en Afrique, le fameux facteur colonial<sup>6</sup>. La notion de « frère historique » qu'ont brandie les leaders des partis politiques tels que l'UPC, le KNDP, le KUNC ou le OK pour justifier la réunification des deux Cameroun repose sur une fraternité culturelle précoloniale d'une part et sur une fraternité historique coloniale d'autre part. Il s'agit pour le premier cas d'une identité culturelle commune entre les peuples grassfields des anciens territoires britannique et français, et entre les peuples de la côte ou de la forêt de ces mêmes territoires coloniaux

5. En raison des réponses jugées insuffisantes du gouvernement camerounais, du refus d'ouvrir un débat sur le retour au fédéralisme et de nombreuses violations des droits de la personne par les forces de sécurité camerounaises, les revendications corporatistes ont muté en conflit armé.

6. Les crises frontalières, les coups d'État et autres crises politiques internes, les génocides et les conflits religieux en Afrique sont essentiellement des héritages de la colonisation. Il faut ajouter que les frontières des États, les langues officielles et même la culture d'État en Afrique sont des héritages de la colonisation. Lire « Les conflits en Afrique » (2004). Lire aussi André-Hubert Onana Mfege (2004).

au Cameroun. Pour ce qui est de la fraternité historique coloniale, on dira que les volontés de réunification des deux Cameroun (anglais et français) sont des héritages du protectorat allemand du Kamerun. C'est cette présence allemande qui a construit les bases d'une unité de type national et qui, à la veille des indépendances, s'est imposée comme le soubassement des revendications de la réunification. La crise dite « anglophone » devient pour ainsi dire une conséquence des identités construites en Afrique pendant la triste période de domination coloniale. Mais pour comprendre cette crise, il est important de comprendre le « problème anglophone » au Cameroun.

Un fragment du rapport de la conférence de Foumban du 17 juillet 1961, dont l'auteur est John Ngu Foncha est régulièrement brandi pour justifier le malaise anglophone au Cameroun. Voici un extrait de la déclaration de notre auteur et acteur de la réunification des deux Cameroun en 1961 :

Nous n'oublions pas que dans notre souci de reconstruire la nation camerounaise, nous devons toutefois garder à l'esprit l'existence des deux cultures. Nous proposons donc une forme de gouvernement qui maintienne les deux cultures dans les zones où elles sont pratiquées actuellement, et leur fusion au centre. Ainsi, le centre obtient expressément la gestion de sujets très limités, tandis que les États continuent de fonctionner entièrement tels qu'ils se présentent actuellement (NAB, 1961).

On retient donc que le « problème anglophone » est l'opposition de la minorité anglophone à la violation de cette déclaration de Foncha et aux volontés d'annihilation des valeurs, de la culture et du système anglo-saxons par le système francophone. Ces volontés d'annihilation se manifestent dans le système de gouvernance centralisé par le transfert des centres de décision à Yaoundé, le changement de la forme et de la désignation de l'État, passées de « République fédéral du Cameroun » à « République unie du Cameroun » puis à « République du Cameroun », le non-respect du bilinguisme dans les services publics et le non-respect des engagements de 1961 et de 1972 relatifs au respect des valeurs anglo-saxonnes héritées de la colonisation (Ngoh, 2019)<sup>7</sup>. Ce sont ces sentiments de trahison développés au sein de la minorité anglophone du Cameroun qui ont donné naissance au sentiment de marginalisation politique, sociale, économique et linguistique qui s'exprime aujourd'hui par des actes et des comportements reflétant le ressentiment qu'elle éprouve.

Ce sont ces ressentiments et ce sentiment de marginalisation qui sont à l'origine des faits qui ont conduit à l'éclatement de la crise en 2016. Mais rappelons qu'en 1993 et 1994, pendant la All Anglophone Conference I et II (AAC) respectivement à Buea et à

7. Le premier engagement non respecté est celui en rapport avec la réunification de 1961, qui prend en compte de manière équitable les cultures et traditions institutionnelles, juridiques et administratives issues de l'héritage colonial. Le deuxième engagement non respecté, quant à lui, est celui de la campagne référendaire de mai 1972, pendant laquelle le président Ahmadou Ahidjo a promis à John Ngu Foncha et à Tande Muna de mettre l'accent sur le caractère bilingue et multiculturel de l'État.

Bamenda, le mécontentement latent des anglophones par rapport à la gestion de l'État et au régime se révèle au grand jour (Ngoh, 2019, p. 407). En 2015, les premières revendications entrent en action. Il s'agit de la réaction des avocats issus des deux régions anglophones du Cameroun contre la volonté gouvernementale de mettre sur pied un programme en vue de faire disparaître et de remplacer les règles de procédure pénale et civile et les règles de preuve inspirées du Common Law, par un système et une culture inspirés du droit civil français (Richard, 2017)<sup>8</sup>. En février 2016, les avocats sont rejoints dans leurs revendications par le Cameroon Education Forum (CEF), qui attire l'attention du gouvernement sur les difficultés d'épanouissement du sous-système éducatif anglophone au Cameroun. Le CEF accuse le gouvernement d'ingérence et d'interférences politiques dans la gestion de l'éducation et lui reproche de ne pas encourager l'autonomie de l'enseignement et la compétence dans le domaine (Ngoh, 2019, p. 408).

En 2016, alors que le gouvernement qui a été interpellé par les avocats et les enseignants tarde à réagir, les avocats lancent en premier un mot d'ordre de grève. Celle-ci est prévue pour quatre jours et se déroulera du 11 au 14 octobre 2016. Le même mois, ils sont suivis dans le mouvement de grève par le Syndicat national des enseignants du supérieur section de l'Université de Buea (SYNES/UB). En novembre 2016, la Cameroon Anglophone Teachers Trade Union (CATTU) entre dans la danse, mais cette fois avec un message fort révélateur de son leader en la personne de Wilfred Tassang. Nous pouvons le résumer en ces termes : Le combat que nous nous apprêtons à mener n'est pas un combat pour l'enseignant. Si tel était le cas, ce serait l'occasion d'aborder les questions liées aux conditions de vie et de travail. Il s'agit d'un combat pour les anglophones. Le moment est venu de nous lever comme un seul homme. (Tassang, 2017)

C'est sans doute cette interpellation de Wilfred Tassang qui mobilise les autres groupes et mouvements autour des revendications énumérées. La « Coffin Revolution » de Mancho Bibixy sort complètement du cadre professionnel pour porter plus haut les souffrances d'un peuple meurtri par l'insalubrité observée dans les villes anglophones, le délabrement du réseau routier, le manque d'eau potable et la lenteur de l'exécution des projets d'adduction d'eau. La « Coffin Revolution » gagne ainsi l'adhésion de la majorité de la population de la ville de Bamenda. Mancho Bibixy est alors suivi d'un cercueil blanc qu'il transporte à bord de son véhicule à travers les artères de la ville de Bamenda, acclamé par une foule immense (Richard, 2017). Le mouvement d'humeur se généralise dans les régions anglophones, suivi de ripostes des forces de maintien de l'ordre, accompagnées d'arrestations. C'est le début de la crise dite « anglophone », qui dégénère en une guerre civile dans les deux régions anglophones à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2017, lorsque les indépendantistes anglophones des régions

8. Les avocats exigent du gouvernement une distinction entre le Common Law et le droit civil et leur cheminement côte à côte à l'École nationale d'administration et de magistrature (ENAM), la non-corruption du sous-système éducatif appliqué dans les régions anglophones, la création d'une école de droit et la protection des minorités anglophones.

du Nord-Ouest et Sud-Ouest (NOSO) déclarent l'indépendance de l'ancien Cameroun britannique (Southern Cameroon) sous le nom de la République fédérale d'Ambazonie.

## De la crise au mouvement humain

En 2019, l'International Crisis Group annonçait dans un rapport que la crise dite « anglophone » avait déjà fait 1 850 morts, 530 000 déplacés internes et des dizaines de milliers de réfugiés (p. i). Elle s'impose donc comme la crise qui a provoqué le plus de mouvements humains au Cameroun. Ces mouvements sont à la fois externes et internes.

### *Les réfugiés de la crise anglophone*

Il s'agit précisément des mouvements humains qui sont issus de la crise dite anglophone et qui ont conduit certaines personnes au-delà des frontières du Cameroun. Parce que les deux régions anglophones du Cameroun partagent toutes deux leur frontière occidentale avec le Nigeria voisin, ce dernier s'impose comme un important pôle de convergence des réfugiés de la crise anglophone au Cameroun. L'ONG camerounaise Refugee Welfare Association Cameroon (REWAC) estimait en avril 2020 le nombre de réfugiés camerounais au Nigeria à près de 70 000 personnes<sup>9</sup>. En février 2020, la Cross River State Emergency Management Agency (CRS-SEMA) avait estimé quant à elle le nombre de réfugiés camerounais dans le seul État nigérian de Cross River, frontalier du Cameroun, à 36 044 personnes (Dossou, 2020). Selon le Haut-Commissariat de l'ONU, le nombre de réfugiés camerounais présents dans l'État de Benue, où se trouve le camp d'Ikyogen, est passé à près de 10 000 (Fabbian, 2021). On les retrouve aussi dans les autres États nigériens d'Akwa Ibom et de Taraba, où la plupart sont accueillis au sein des communautés locales.

Ces réfugiés sont pour la plupart des populations villageoises des localités camerounaises frontalières avec le Nigeria voisin. Il s'agit par exemple des villageois d'Akwaya et d'Eyumojock. Parmi ceux-ci, on retrouve également les familles et des proches des séparatistes qui ont fui les représailles des forces de l'armée régulière du Cameroun. Ce sont surtout des populations installées dans les profondeurs des deux régions en crise pour qui le ralliement du Cameroun francophone est presque impossible à cause des multiples barrières sécuritaires mises en place par les séparatistes d'un côté et les forces régulières de l'autre.

La diaspora camerounaise de l'Occident a accueilli elle aussi de nombreux réfugiés camerounais. À côté des raisons sécuritaires qui ont motivé les départs, il faut ajouter que les conséquences sociales et économiques de cette crise ont considérablement augmenté les sollicitations de visa pour le monde occidental. Les réfugiés sont en effet nombreux à vouloir

---

9. La REWAC est une ONG camerounaise qui œuvre dans l'assistance humanitaire aux réfugiés, demandeurs d'asile et déplacés internes.

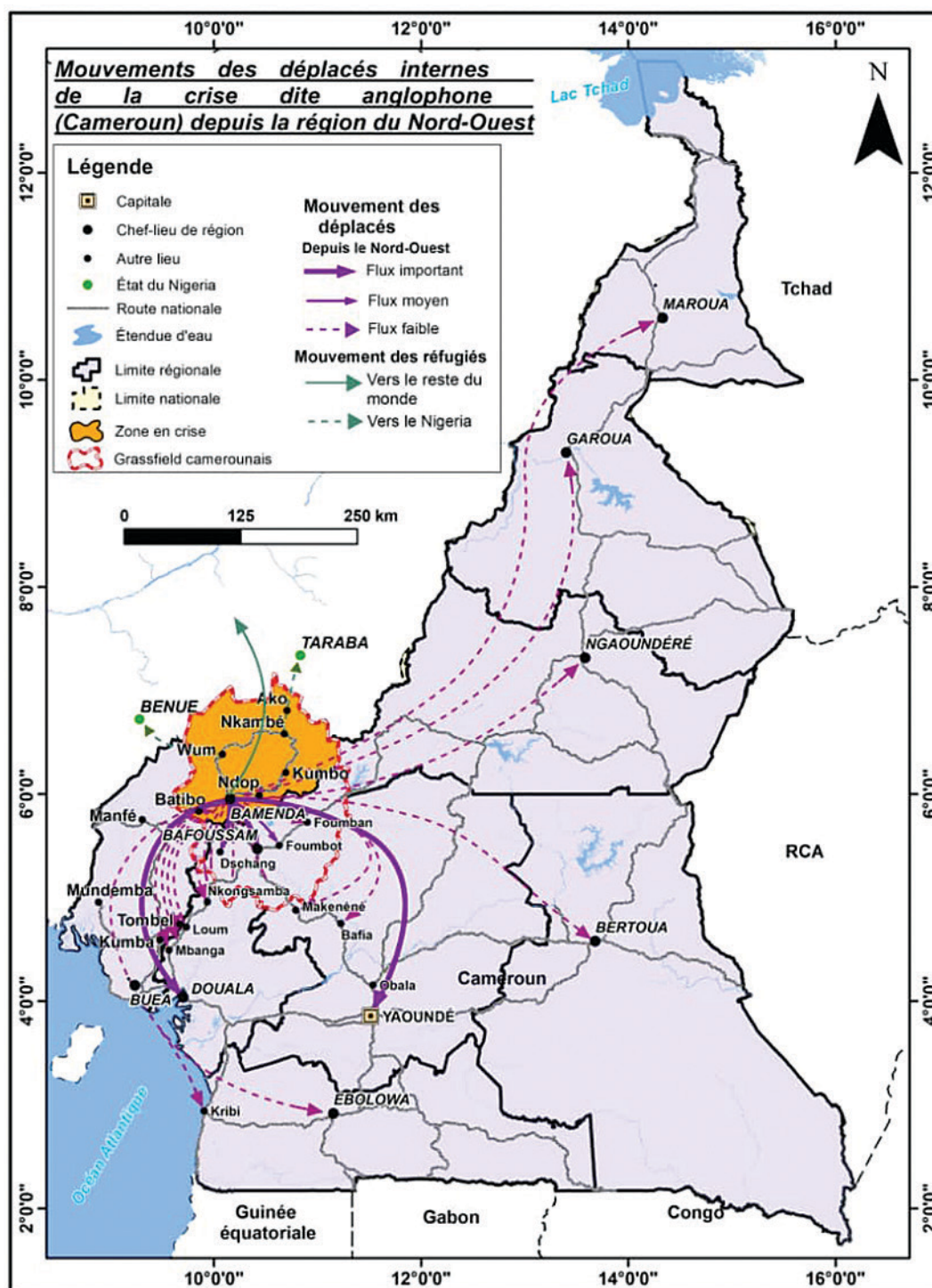
se rendre en Occident pour y trouver de meilleures conditions de vie et pour faire face à l'épineux problème de la fermeture totale des écoles dans la grande majorité de l'espace en crise et au chômage ambiant dans la région.

### ***Les déplacés internes***

Les déplacés internes sont dispersés dans tout le pays. Les capitales des deux régions anglophones, Bamenda et Buea, accueillent une partie de la population rurale anglophone qui se déplace auprès des membres de leur famille installés dans ces villes. Dans la partie francophone du pays, il est très difficile de faire un recensement objectif des déplacés. Il ne s'agit pas seulement d'anglophones. De nombreux francophones jadis installés dans les régions anglophones ont dû fuir à cause de l'insécurité ambiante dans ces régions. Leur éparpillement s'étend des villes aux zones rurales. Les rapports amicaux et familiaux anglophones-francophones et entre anglophones ou entre francophones, tous installés dans la partie francophone, sont à l'origine de cette dispersion. Cependant, on note une forte concentration des déplacés dans les grandes métropoles, notamment à Douala, à Yaoundé et à Bafoussam. Ils sont aussi bien présents dans les villes secondaires et les grandes zones agricoles telles que Dschang, Foumbot et les zones agricoles du Mungo (Mbanga, Njombe, Loum, Penja, Melong...).

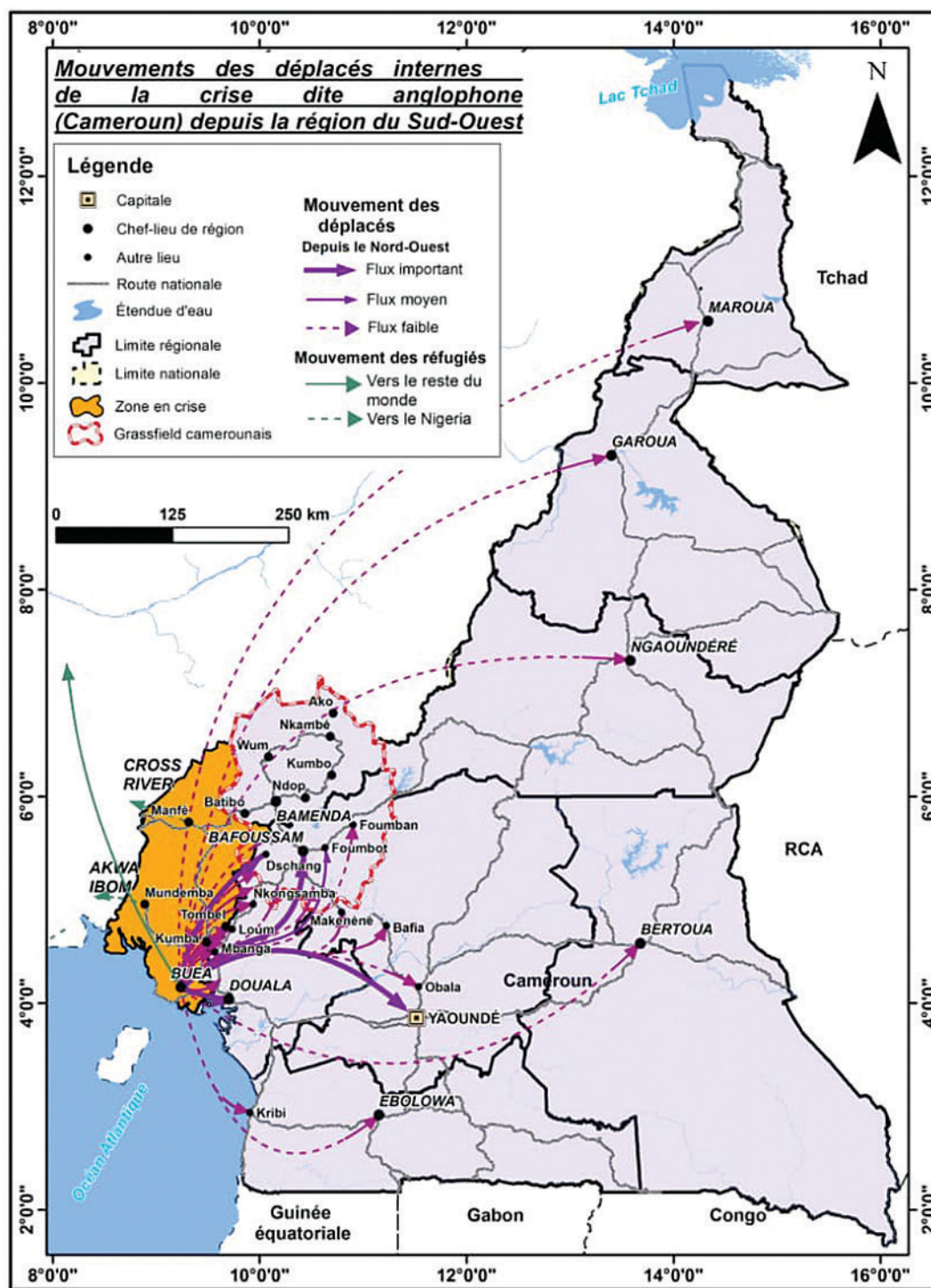
Les Grassfields du Nord-Est et du Sud, qui correspondent respectivement aux pays bamoun et bamiléké et qui correspondent aussi à ce que nous appelons ici les Grassfields francophones, semblent particulièrement attirer les déplacés de la crise anglophone. En août 2019, un rapport faisait état de 2 946 familles, soit un total approximatif de 20 622 déplacés internes issus de cette crise et installés désormais dans la Menoua, l'un des huit départements que compte la région administrative de l'Ouest-Cameroun et qui représentent les Grassfields du Nord-Est et du Sud (Préfecture de Menoua, 2019). Les mouvements humains vers les Grassfields se sont accentués à partir de 2017, date de l'enlisement de la crise. Nous n'avons pas pu avoir des chiffres exacts provenant des sept autres départements. Toutefois, il faut indiquer que les départements de la Menoua, du Bamboutos, de la Mifi et du Noun sont ceux qui accueillent le plus de déplacés. Les chiffres avancés dans le seul département de la Menoua peuvent donc être quadruplés, voire plus, pour le compte de l'ensemble des Grassfields francophones. Nous pensons également qu'entre août 2019 et mai 2020 ces chiffres ont largement augmenté.

Carte 1  
Mouvements des déplacés internes de la crise dite anglophone (Cameroun)  
depuis la région du Nord-Ouest



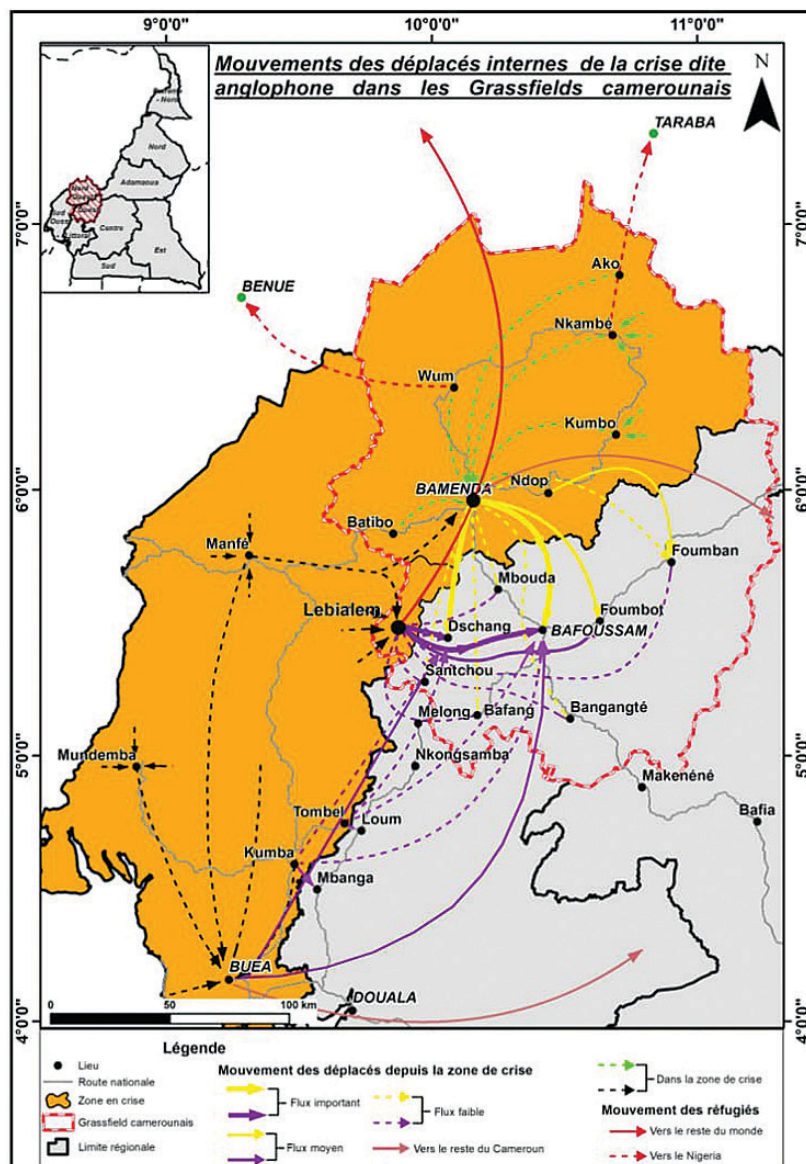
Source : Martin Donlejack

Carte 2  
Mouvements des déplacés internes de la crise dite anglophone (Cameroun)  
depuis la région du Sud-Ouest



Source : Martin Donlejack

**Carte 3**  
**Mouvements des déplacés internes de la crise dite anglophone**  
**dans les Grassfields camerounais**



Source : Martin Donlejack

Il faut faire remarquer que les déplacés internes sont majoritairement des jeunes et particulièrement des jeunes scolarisés. Pour avoir une appréciation objective du mouvement de ces jeunes, nous avons choisi de mener une enquête dans le département de la Menoua et dans quelques villes importantes des Grassfields, notamment Bafoussam et Foumbot présentées ici comme les grands pôles d'attraction des déplacés internes de la crise anglophone. Le département de la Menoua a été choisi pour sa forte scolarisation et les villes de Bafoussam et de Foumbot l'ont été respectivement pour leur caractère commercial et agricole.

Les sujets d'enquête étaient donc les élèves nouvellement inscrits dans les établissements scolaires maternels, primaires et secondaires du département de la Menoua pendant les années scolaires 2018-2019 et 2019-2020, les petits commerçants, les moto-taximen et les ouvriers qui étaient engagés auprès des agriculteurs moyens et dont les raisons de l'installation dans la région sont intimement liées à la crise en cours dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest. Nous présentons dans les tableaux ci-dessous le nombre d'élèves déplacés recensés dans les réseaux scolaires de la Menoua au cours de la crise.

**Tableau 1**  
**Recensement des déplacés internes de la crise anglophone dans les établissements scolaires maternels et primaires du département de la Menoua pendant les années scolaires 2018-2019 et 2019-2020**

| Arrondissements     | Établissements                             | Effectifs des déplacés |              |
|---------------------|--------------------------------------------|------------------------|--------------|
|                     |                                            | 2018-2019              | 2019-2020    |
| <b>Dschang</b>      | Enseignement maternel public (anglophone)  | 27                     | 135          |
|                     | Enseignement maternel public (francophone) | 7                      | 3            |
|                     | Enseignement maternel privé (anglophone)   | 0                      | 8            |
|                     | Enseignement maternel privé (francophone)  | 13                     | 22           |
|                     | Enseignement primaire public (anglophone)  | 773                    | 793          |
|                     | Enseignement primaire public (francophone) | 35                     | 109          |
|                     | Enseignement primaire privé (anglophone)   | 298                    | 645          |
|                     | Enseignement primaire privé (francophone)  | 7                      | 16           |
|                     | <b>Total</b>                               | <b>1 160</b>           | <b>1 731</b> |
| <b>Penka-Michel</b> | Enseignement maternel public (anglophone)  | 1                      | 34           |
|                     | Enseignement primaire public (anglophone)  | 137                    | 264          |
|                     | <b>Total</b>                               | <b>138</b>             | <b>298</b>   |
| <b>Santchou</b>     | Enseignement maternel public (anglophone)  | /                      | 44           |
|                     | Enseignement maternel privé (anglophone)   | /                      | 5            |
|                     | Enseignement primaire public (anglophone)  | 552                    | 1 140        |
|                     | Enseignement primaire privé (anglophone)   | /                      | 58           |
|                     | <b>Total</b>                               | <b>552</b>             | <b>1 247</b> |
| <b>Fokoué</b>       | Enseignement maternel public (francophone) | 2                      | 2            |
|                     | Enseignement primaire public (anglophone)  | 9                      | 20           |
|                     | Enseignement primaire public (francophone) | 13                     | 16           |
|                     | Enseignement primaire privé (francophone)  | /                      | 5            |
|                     | <b>Total</b>                               | <b>24</b>              | <b>43</b>    |

Tableau 1 (suite)

| Arrondissements          | Établissements                             | Effectifs des déplacés |              |
|--------------------------|--------------------------------------------|------------------------|--------------|
|                          |                                            | 2018-2019              | 2019-2020    |
| Nkong-ni                 | Enseignement maternel public (francophone) | /                      | 4            |
|                          | Enseignement primaire public (anglophone)  | 171                    | 278          |
|                          | Enseignement primaire public (francophone) | 0                      | 67           |
|                          | Enseignement primaire privé (anglophone)   | 14                     | 14           |
|                          | Enseignement primaire privé (francophone)  | /                      | 10           |
|                          | <b>Total</b>                               | <b>185</b>             | <b>369</b>   |
| Fongo-Tongo              | Enseignement primaire public (anglophone)  | 87                     | 134          |
|                          | Enseignement primaire public (francophone) | 0                      | 12           |
|                          | <b>Total</b>                               | <b>87</b>              | <b>146</b>   |
| Département de la Menoua | <b>TOTAUX</b>                              | <b>2 146</b>           | <b>3 834</b> |

Source : Délégation départementale de l'éducation de base de la Menoua (2020).

**Tableau 2**  
**Recensement des déplacés internes de la crise anglophone**  
**dans les établissements scolaires secondaires du département de la Menoua**  
**pendant l'année scolaire 2019-2020**

| Arrondissements | Établissements                        | Effectifs des déplacés |
|-----------------|---------------------------------------|------------------------|
| Dschang         | Établissements publics (bilingues)    | 731                    |
|                 | Établissements publics (francophones) | 87                     |
|                 | Établissements privés (bilingues)     | 2 961                  |
|                 | Établissements privés (anglophones)   | 400                    |
|                 | <b>Total</b>                          | <b>4 179</b>           |
| Penka-Michel    | Établissements publics (bilingues)    | 241                    |
|                 | Établissements publics (francophones) | 37                     |
|                 | <b>Total</b>                          | <b>278</b>             |
| Santchou        | Établissements publics (bilingues)    | 257                    |
|                 | Établissements privés (bilingues)     | 55                     |
|                 | Établissements privés (anglophones)   | 265                    |
|                 | <b>Total</b>                          | <b>577</b>             |
| Fokoué          | Établissements publics (bilingues)    | 9                      |
|                 | Établissements publics (francophones) | 1                      |
|                 | <b>Total</b>                          | <b>10</b>              |

Tableau 2 (suite)

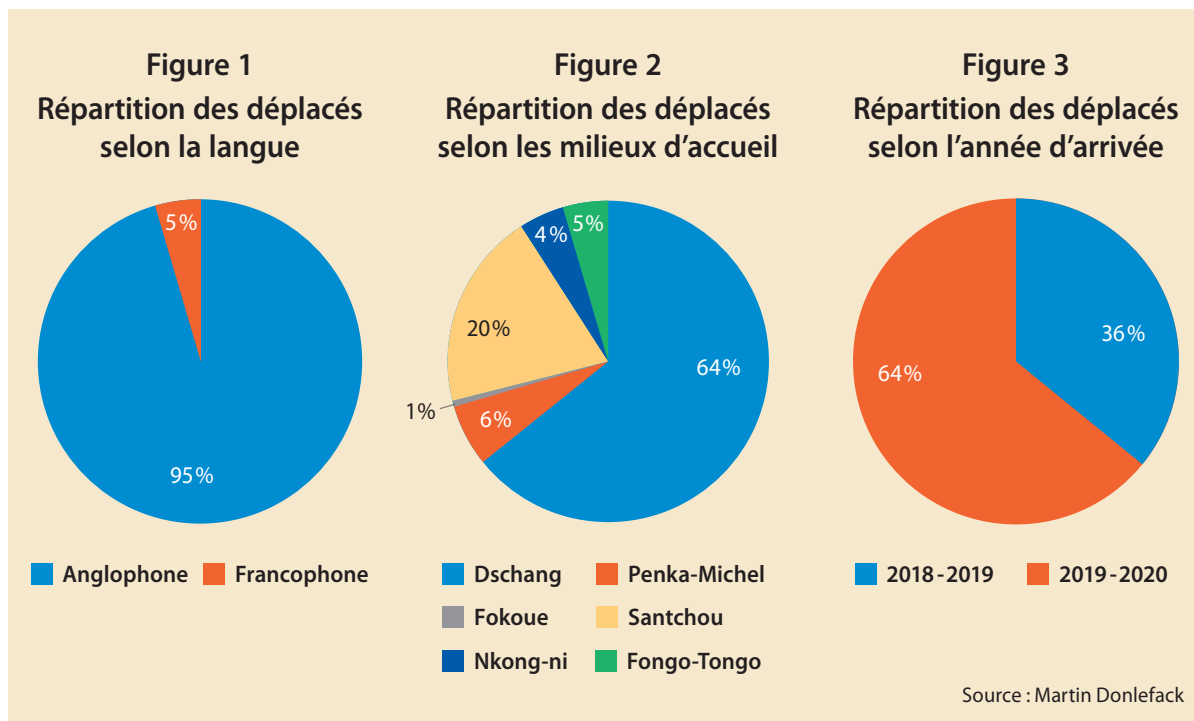
| Arrondissements                 | Établissements                        | Effectifs des déplacés |
|---------------------------------|---------------------------------------|------------------------|
| Nkong-ni                        | Établissements publics (bilingues)    | 47                     |
|                                 | Établissements publics (francophones) | 3                      |
|                                 | <b>Total</b>                          | <b>50</b>              |
| Fongo-Tongo                     | Établissements publics (bilingues)    | 11                     |
|                                 | Établissements publics (francophones) | 12                     |
|                                 | <b>Total</b>                          | <b>23</b>              |
| <b>Département de la Menoua</b> | <b>TOTAUX</b>                         | <b>5 117</b>           |

Source : Délégation départementale des enseignements secondaires de la Menoua (2020).

On retient que, pendant l'année scolaire 2019-2020, ce département des Grassfields francophones a enregistré à lui seul 5 117 nouveaux élèves dans les établissements scolaires secondaires et 3 834 nouveaux élèves dans les établissements scolaires maternels et primaires, soit un total de 8 951 élèves en provenance des deux régions anglophones en crise. Il est important de signaler que la réticence de certains parents a empêché de nombreux élèves de se faire recenser. Selon les propos de Daniel Mbeanang, un enseignant déplacé à Dschang, de nombreux autres enfants présents dans la ville et ses environs ont abandonné les salles de classe pour travailler dans l'agriculture, les chantiers de construction, l'activité de moto-taxi et dans le petit commerce (D. Mbeanang, communication personnelle, 21 mars 2020). De même, il est important d'indiquer que, pour répondre au besoin en enseignants lié à ce flux des élèves, de nombreux enseignants provenant de la zone en crise ont été recrutés. Les exemples du Collège privé laïque La Renaissance (COPLAR) et du Collège Albert Camus comptent respectivement 25 et 30 enseignants déplacés de la crise dite « anglophone ».

Il ressort de cette enquête que les déplacés sont à la fois francophones et anglophones, soit un taux respectif de 5 % et de 95 % (voir figure 1). L'arrondissement de Dschang est celui des six arrondissements du département de la Menoua qui compte le plus de déplacés internes. Il compte à lui seul 64 % des déplacés, contre 36 % dans les cinq autres arrondissements (voir figure 2). Cela peut se justifier par la concentration des activités économiques liées à l'urbanisation et par la concentration des établissements scolaires aux cycles complets dans les deux sous-systèmes éducatifs francophone et anglophone. On retient enfin que le taux d'installation des déplacés dans la région a nettement augmenté depuis l'enlèvement de la crise en 2017. On peut dire qu'en 2020, ce taux a presque doublé, car il est passé de 36 % en 2018 à 64 % en 2020 (voir figure 3). Cela laisse comprendre que jusqu'en mai 2020, date à laquelle nous avons bouclé notre recherche, la situation sécuritaire dans les deux régions anglophones était encore très critique. La dernière précision importante à faire est qu'à partir

de l'exemple de la Menoua, nous pouvons comprendre l'ensemble du phénomène dans le reste de la région de l'Ouest-Cameroun.



Dans le but de diversifier nos sources de données et d'avoir une idée générale des caractéristiques des déplacés internes de la crise dite « anglophone » dans toute la région des Grassfields francophones, nous avons multiplié les champs d'investigation dans cette région. Nous vous présentons ci-dessous les résultats obtenus dans deux autres départements en dehors du département de la Menoua. Il s'agit des résultats des enquêtes menées à Bafoussam et à Foumbot, villes importantes respectivement des départements de la Mifi et du Noun.

À Bafoussam, nous nous sommes intéressés aux activités économiques liées aux petits métiers, notamment le colportage, l'activité de moto-taxi et d'autres. Nous avons ciblé les points chauds de la ville tels que les marchés A, B et Big-Mop, l'ancienne mairie rurale, la gare routière de Nilon (appelée encore gare routière sortie de la ville) et le quartier haoussa. Nous avons posé les questions suivantes à nos sujets d'enquête : Qui êtes-vous ? Quelle est votre région d'origine ? Depuis quand êtes-vous installé dans la ville de Bafoussam ? Quelle est la raison de votre installation dans la ville de Bafoussam ? Nous présentons les résultats récoltés dans le tableau 3.

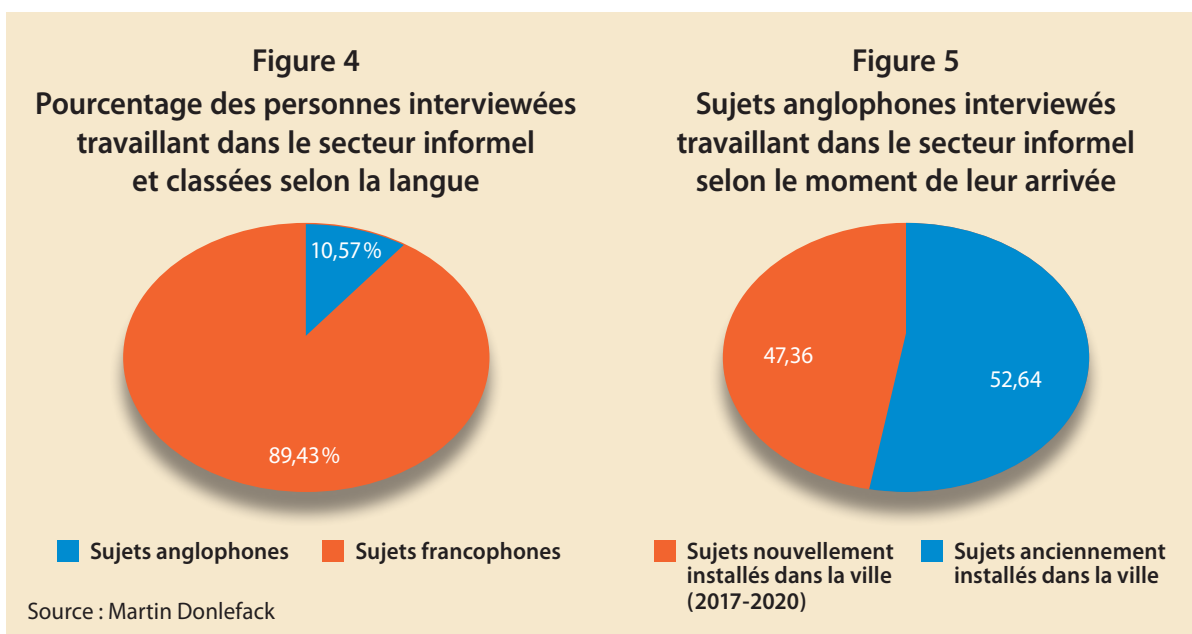
**Tableau 3**  
**Résultat des enquêtes menées dans la ville agricole de Foumbot et portant sur les origines des personnes exerçant dans les secteurs informel et agricole**

| Zones d'enquête                        | Nombre de personnes interviewées | Originaires des régions anglophones | Installation dans la ville liée à la crise anglophone | Secteur informel | Ouvriers agricoles | Locataires d'espaces cultivables |
|----------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------------------------|------------------|--------------------|----------------------------------|
| Marché de Foumbot                      | 168                              | 17                                  | 6                                                     | 6                | /                  | /                                |
| Marché maraîcher de Baïgon             | 56                               | 11                                  | 3                                                     | 3                | /                  | /                                |
| Propriétaires terriens et agriculteurs | 86                               | 28                                  | 14                                                    | /                | 11                 | 3                                |
| <b>Total</b>                           | <b>310</b>                       | <b>56</b>                           | <b>23</b>                                             | <b>9</b>         | <b>11</b>          | <b>3</b>                         |

Source : Martin Donleack.

Il ressort de cette enquête que, sur 719 personnes interviewées, 76 sont issues des régions anglophones en crise, soit un taux de 10,57 %, et que 36 de ces 76 personnes sont installées dans la ville de Bafoussam depuis très peu (entre 2017 et 2020), et ce, à cause de la crise en cours dans les régions anglophones du Cameroun. Ces dernières représentent 5 % des personnes interviewées et 47,36 % des Camerounais anglophones interviewés à Bafoussam et exerçant les petits métiers. Au regard de ces données, nous pouvons dire qu'entre 2017 et 2020 la crise dite « anglophone » a fait augmenter le nombre de travailleurs du secteur informel dans la ville de Bafoussam de l'ordre de 5 % et la main-œuvre anglophone de ce même secteur d'activité de l'ordre de 47,36 %. Toutefois, il est important de signaler que ces résultats ne sauraient être projetés sur l'ensemble des activités socioprofessionnelles quotidiennes des habitants de la ville de Bafoussam. Ces données sont importantes dans le secteur informel tout simplement parce que les activités qui y sont menées sont de subsistance et de circonstance qui permettent aux déplacés internes en difficulté de s'intégrer socialement et de subvenir à leurs besoins primaires.

La même enquête a été effectuée dans la ville agricole de Foumbot, dans le département du Noun. Cette fois-ci, nous avons ajouté aux activités économiques du secteur informel l'activité agricole, qui semble être bien prisée dans cette région des Grassfields francophones camerounais. En dehors du marché de Foumbot, nous avons aussi concentré notre enquête sur le petit marché maraîcher de Baïgon, localité dépendante de l'arrondissement de Foumbot, et auprès de quelques grands agriculteurs et des propriétaires terriens de la ville. Pour ce qui est de l'activité agricole, nous avons à la fois interviewé les agriculteurs, les propriétaires terriens et les personnes qui louent les espaces cultivables ou qui travaillent pour le compte d'agriculteurs. Nous avons posé à nos sujets les mêmes questions que lors des entrevues faites à Bafoussam. Le tableau 4, particulièrement en ce qui concerne les propriétaires



terriens et les agriculteurs, présente les résultats issus des entretiens avec des agriculteurs, des propriétaires terriens, des ouvriers agricoles et des locataires des espaces cultivables<sup>10</sup>.

**Tableau 4**  
**Résultat des enquêtes menées dans la ville agricole de Foubot et portant sur les origines des personnes exerçant dans les secteurs informel et agricole**

| Zones d'enquête                        | Nombre de personnes interviewées | Originaires des régions anglophones | Installation dans la ville liée à la crise anglophone | Secteur informel | Ouvriers agricoles | Locataires d'espaces cultivables |
|----------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------------------------|------------------|--------------------|----------------------------------|
| Marché de Foubot                       | 168                              | 17                                  | 6                                                     | 6                | /                  | /                                |
| Marché maraîcher de Baïgon             | 56                               | 11                                  | 3                                                     | 3                | /                  | /                                |
| Propriétaires terriens et agriculteurs | 86                               | 28                                  | 14                                                    | /                | 11                 | 3                                |
| <b>Total</b>                           | <b>310</b>                       | <b>56</b>                           | <b>23</b>                                             | <b>09</b>        | <b>11</b>          | <b>03</b>                        |

Source : Martin Donlejack.

Les résultats de nos enquêtes indiquent que, sur 310 personnes interviewées, 56 sont issues des régions anglophones en crise, soit un taux de 18,06 %, et que 23 des 56 personnes sont installées à Foubot depuis le début de la crise en cours dans les régions anglophones

10. Il faut noter que les résultats obtenus chez le propriétaire terrien ou l'agriculteur nous ont orientés vers les personnes qui louent les espaces ou qui travaillent pour les agriculteurs. Ainsi, nous avons évité de répéter les données récoltées d'un côté comme de l'autre.

du Cameroun. Ces dernières représentent 7,41 % des personnes interviewées et 41,07 % des Camerounais anglophones interviewés à Foumbot et exerçant de petits métiers. Au regard de ces résultats, nous pouvons dire qu'entre 2017 et 2020 la crise dite « anglophone » a favorisé une croissance démographique dans la ville de Foumbot et dans les secteurs d'activité susmentionnés de l'ordre de 7,42 %. La population anglophone de ces mêmes secteurs d'activité a aussi connu une croissance de l'ordre de 41,07 %. Le secteur agricole recrute plus de déplacés que les autres secteurs. Il emploie 60,86 % des déplacés internes exerçant dans l'informel dans la ville de Foumbot. Il est tout aussi important de signaler, comme nous l'avons fait pour Bafoussam, que ces résultats ne sauraient être projetés sur l'ensemble des activités socioprofessionnelles quotidiennes des habitants de la ville de Foumbot.

Parce que les tentatives de recensement de tous les déplacés ont été peine perdue, nous avons voulu à partir de ces échantillons avoir une idée approximative de la situation des déplacés internes de la crise dite « anglophone » dans cette région du pays. Ils nous ont permis de confirmer une forte concentration des déplacés dans l'ensemble de la région de l'Ouest, notamment dans les villes. S'il est établi que les Grassfields francophones sont particulièrement convoités par les déplacés internes de la crise dite « anglophone », il reste tout aussi important de comprendre cet afflux des déplacés vers cette région du Cameroun ou d'en donner les raisons.

## Identité culturelle et union sacrée autour d'une zone refuge

Il n'est aucunement question ici de prétendre que les Grassfields francophones sont les seules destinations des mouvements humains issus de la crise dite « anglophone ». D'ailleurs, la crise n'a pas uniquement fait des déplacés internes, elle a aussi fait des réfugiés qui se comptent aujourd'hui par dizaines de milliers au Nigeria<sup>11</sup>. Depuis septembre 2019, on les retrouve dans presque toutes les villes du Sud-Cameroun, avec une forte concentration dans la région de l'Ouest et les villes du Mungo, de Douala et de Yaoundé. Mais contrairement aux autres milieux camerounais, la région des Grassfields francophones présente un certain nombre d'atouts qui ont favorisé une grande concentration des déplacés dans ses limites urbaines et même dans ses périphéries rurales. Nous allons dans la section qui suit analyser la portée identitaire de cette attraction circonstancielle des Grassfields francophones camerounais.

Étymologiquement, le mot « identité » vient du latin *idem*, qui signifie « le même ». Il désigne le caractère de ce qui est identique ou de ce qui est « un » (Lalande, 2006, p. 655).

---

11. Le porte-parole du HCR, Babar Baloch, déclarait lors de la conférence de presse du 9 novembre 2018 au Palais des Nations à Genève que plus de 30 000 réfugiés camerounais étaient déjà arrivés au Nigeria après avoir fui les violences. Voir Agence des Nations Unies pour les réfugiés (2018).

Lorsqu'il s'associe au mot « culture » pour former l'expression « identité culturelle », il devient ce que Louis-Jacques Dorais définit dans les termes suivants (2004, p. 5) :

Processus grâce auquel un groupe d'individus partageant une manière partiellement commune de comprendre l'univers, d'agir sur lui et de communiquer ses idées et ses modèles d'action, prend conscience du fait que d'autres individus ou groupes pensent, agissent et ou communiquent de façon plus ou moins différente de la sienne.

Il est évident qu'aucune société n'est immuable. Néanmoins, même dans le cas des sociétés fortement hiérarchisées, centralisées et solidement attachées à leur identité, leur dynamisme entraîne difficilement la disparition totale des éléments qui constituent leur identité. Ainsi, relevons pour le signaler que l'expérience coloniale du Cameroun n'a pas réussi à déconstruire totalement nos valeurs culturelles intrinsèques. Les Grassfields camerounais, auxquels appartiennent de nombreux peuples aujourd'hui anglophones et les peuples de la région de l'Ouest (administrativement parlant), constituent des exemples éloquentes d'une forte résistance des valeurs culturelles africaines à la colonisation occidentale et islamique. Alors, comment ces valeurs ont-elles influencé les déplacés internes dans le choix urgent des Grassfields francophones ?

En effet, après l'épisode de l'expansion de l'islam qui a profondément bouleversé et reconstruit certaines entités traditionnelles au Cameroun, notamment dans le Nord-Cameroun et le royaume bamoun, l'avènement de la colonisation qui l'a suivi a eu un effet encore plus profond et plus généralisant dans la transformation de ces entités. Ces mutations ont réussi à créer des scissions dans le grand ensemble appelé Grassfields, lesquelles ont favorisé, pendant toute la période post-indépendance et pré-crise anglophone, une catégorisation des peuples qui s'est opérée dans une même aire culturelle et qui reposait sur les identités forgées dans le moule colonial. Les vocables « bamiléké », « bamoun » et « anglophone » se sont enracinés dans les mentalités et les rapports sociaux, ce qui a favorisé la légitimation de ces nouvelles identités. Mais il semble bien que la crise dite « anglophone » ait brisé ces stéréotypes, permettant alors aux peuples francophones et anglophones des Grassfields de retrouver la solidarité ou l'identité culturelle qui constitue le socle même de leur unité culturelle.

Contrairement au vocable « bamoun », qui est antérieur à la colonisation et qui, à travers les conquêtes de Mboumboue et l'ingéniosité de Njoya, a réussi au-delà des traits identitaires grassfields à construire une cohésion et une vigoureuse originalité de type national dans le royaume, le nom « bamiléké » fut mentionné pour la première fois dans un rapport colonial en 1905 et figurait sur des cartes allemandes de cette année-là pour désigner un groupe de royaumes ou de chefferies situés entre les fleuves Nkam et Noun (Notué et Triaca, 2005). Le nom « anglophone » est quant à lui lié aux mutations politiques survenues à l'issue de la Première Guerre mondiale. Que ce soit le vocable « bamiléké » ou le

vocable « anglophone », ces deux termes étaient totalement inconnus des populations des Grassfields avant le 20<sup>e</sup> siècle. Ce sont des vocables administratifs, des néologismes qui ne correspondent pas en réalité à des noms d'ethnies. Mais, depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle, ils sont utilisés pour désigner les populations culturellement apparentées des Grassfields camerounais, notamment celles des hautes terres du Sud et certains peuples de la partie anglophone du Cameroun issue du partage de 1916 entre la France et la Grande-Bretagne. Leurs significations historiques et anthropologiques sont imprécises. Les limites géographiques et historiques relatives à ces deux appellations et à la variante de la culture des Grassfields qui leur est rattachée ne sont pas non plus déterminées par rapport à la réalité du terrain.

Selon Jean-Paul Notué et Bianca Triaca (2005) et Zacharie Saha et Jean Romain Kouesso (2017), la lecture des paysages, l'environnement montagnard et les données de l'art, de l'histoire, de l'archéologie et de la linguistique font émerger, dans l'ensemble appelé « Grassland » (pays des prairies) ou « Grassfields », l'image d'une même aire de civilisation. Aujourd'hui, on peut diviser la région des Grassfields en trois principales régions naturelles et humaines : les Grassfields du Nord-Ouest (région du même nom), les Grassfields du Nord-Est et de l'Est (royaume des Bamoun et vallée du Mbam) et les Grassfields du Sud, où l'on rencontre les chefferies bamiléké et les peuples du département de Lebiam, dans l'actuelle région du Sud-Ouest (anglophone).

Les Grassfields du Nord-Ouest et le département de Lebiam (dans l'actuelle région du Sud-Ouest), qui appartient aux Grassfields du Sud (chefferies bamiléké), correspondent à la région appelée ici Grassfields anglophones. La région des Grassfields francophones correspond quant à elle aux Grassfields du Nord-Est et de l'Est (royaume des Bamoun et vallée du Mbam) et au reste des Grassfields du Sud (chefferies bamiléké francophones) en dehors du département de Lebiam.

La région des Grassfields camerounais est une zone de forte émigration et d'exode rural depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle. Les peuples de la région se distinguent des autres peuples par un trait commun : l'utilisation des rites de Ndop. L'identification de tous ceux qui se reconnaissent de la culture grassfields se fait donc assez facilement dès lors que l'on est convaincu que les concernés pratiquent ou pas les rites de Ndop. En nous référant à la symbolique de ces rites, aux us et coutumes, nous pensons que les peuples grassfields occupent l'espace qui couvre les hauts-plateaux de l'Ouest-Cameroun, c'est-à-dire les chaînes montagneuses de l'Ouest qui jouxtent le mont Manengouba et s'étendent sur les actuelles régions du Nord-Ouest (anglophone), de l'Ouest (francophone) et, à quelques exceptions près, sur une partie de l'actuelle région du Sud-Ouest (anglophone).

Les barrières linguistiques et leurs corollaires entre Camerounais francophones et anglophones deviennent ainsi de simples constructions coloniales et donc dépourvues de toute consistance ethnologique, anthropologique, historique, sociologique et géographique. Elles

se confortent en terrain politique mais échappent totalement à la logique des disciplines susmentionnées. Depuis 1990, l'avènement de la démocratie et du multipartisme a particulièrement renforcé les replis identitaires, qui ont progressivement intensifié les solidarités politico-ethniques au Cameroun. Depuis cette date, l'anglophonie a véritablement pris corps dans les débats politiques au Cameroun. Elle s'est même métamorphosée pour quitter totalement sa singularité linguistique et culturelle anglo-saxonne et devenir l'ethnie anglophone aux yeux de certains Camerounais. Ses bases civilisationnelles grassfields ont aisément donné naissance à un front politique grassfields dominé par un fort militantisme des peuples de la région au sein des partis de l'opposition, notamment le SDF de John Fru Ndi et l'UDC d'Adamou Ndam Njoya.

On est même parvenu à retrouver les affinités culturelles d'antan (avant l'avènement de la colonisation) entre les peuples des actuelles régions de l'Ouest, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Ce rapprochement sociologique a donné naissance au vocable « anglo-bami », qui depuis 1990 est fortement utilisé dans les discours politiques au Cameroun. Aujourd'hui encore, le vent d'ethnisation des politiques au Cameroun semble avoir rattaché les peuples dits bamiléké à la cause anglophone dans la crise qui secoue cette région depuis 2016, et ce, à travers les prises de position du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) du professeur Maurice Kamto en rapport avec cette crise. Mais il faut signaler que, de manière officielle, les leaders anglophones n'ont pas encore manifesté leur soutien aux batailles post-électorales du MRC, victime de cette ethnisation politique.

Les identités construites par la colonisation, bien qu'elles aient été assez solides pour générer la crise dite anglophone, ont perdu de leur importance en situation de danger et de survie des victimes de la crise. On se serait attendu, en raison de ces nouvelles identités, à ce que la crise produise seulement des réfugiés et jamais des déplacés internes. On se serait également attendu à ce que les réfugiés se retrouvent dans un seul pays d'accueil, notamment le Nigeria, qui selon ces nouvelles identités constitue, avec sa culture anglo-saxonne et sa proximité avec les régions anglophones du Cameroun, le milieu par excellence de l'épanouissement des peuples anglophones du Cameroun en situation de crise aiguë. Il est donc clair que le confort culturel de ces peuples autrefois unis a primé sur ces identités de contexte. Nous avons toute l'envie de dire que ces identités de contexte ou imposées ne sauraient prospérer en situation de crise lorsque nous savons qu'aucune démarcation civilisationnelle et même géographique n'existe par exemple entre les deux arrondissements voisins de Santa et de Babadjou, dont le premier est anglophone et le second, francophone. Il en est de même pour les deux départements voisins de Menoua et de Lebialém, plus que jamais unis par des liens civilisationnels séculaires.

Les villages voisins entre le royaume bamoun (francophone) et la région du Nord-Ouest (anglophone) n'échappent pas à cette proximité géographique et sociologique qui a

très vite fait de réunir circonstanciellement les peuples autrefois réunis puis séparés par une faille que les identités imposées ont plus ou moins réussi à créer entre eux et qui nuit désormais à la cohésion d'antan. En effet, la localité de Bangourain, dans le royaume bamoun, qui s'impose comme un point d'accueil et de transit des déplacés internes de la crise anglophone, partage sa frontière avec plusieurs villages du Nord-Ouest anglophone, notamment Bambalang, Bangolang et Warsy (Banso).

Il est donc clair que les affinités culturelles séculaires ont mis en branle une volonté de faire de la crise dite « anglophone » une opposition entre anglophones et francophones du Cameroun à la manière des crises connues et soutenues par des identités imposées, notamment les crises entre chrétiens et musulmans vécues au Soudan et de manière perpétuelle au Nigeria. Il s'agit de la suprématie des valeurs intrinsèques du grand ensemble appelé Grassfields, que les volontés actuelles d'ethnisation des débats politiques au Cameroun ont involontairement renforcée pour faire ressentir aux déplacés internes de la crise dite anglophone qu'ils sont bien chez eux dans la partie francophone du pays, notamment dans les Grassfields francophones. Toutefois, il faut indiquer que l'unicité culturelle des Grassfields n'est pas la seule raison qui justifie une forte concentration des déplacés internes de la crise dite anglophone dans la partie francophone des Grassfields camerounais.

## De l'expérience historique au choix du milieu refuge

Que ce soit les exemples des crises religieuses ou de la crise dite « anglophone » au Cameroun, il est désormais indéniable que les identités construites ou imposées ont la particularité d'être à l'origine de nombreuses déchirures entre les peuples africains. Il s'agit d'une des facettes obscures de l'héritage colonial en Afrique et résumées en des crises frontalières, des coups d'État et autres crises politiques internes, des génocides et des conflits religieux (Gaud, 2004). Les frontières des États, les langues officielles et même la culture d'État en Afrique sont des héritages de la colonisation.

Nous n'allons pas nier que c'est l'héritage colonial allemand qui a forgé le destin commun des anglophones et des francophones du Cameroun à la veille des indépendances du Cameroun. La volonté de réunification des deux Cameroun (anglais et français) est un héritage du protectorat allemand du Kamerun. C'est ce protectorat qui a construit les bases de la nation camerounaise et qui, à la veille des indépendances, s'est imposé comme le socle des revendications d'une réunification des deux Cameroun (Keutcheu, 2021, p. 7). On est donc en droit de dire que les identités communes dans les Grassfields et l'héritage colonial allemand ont d'une manière ou d'une autre influencé le choix des peuples anglophones du Southern Cameroon en faveur de leur réunification au Cameroun français lors du plébiscite du 11 février 1961.

Nous avons déjà accordé une place importante à la fraternité culturelle un peu plus haut. Accordons cette fois un intérêt à l'expérience historique. Trois importantes périodes nous permettent de circonscrire la fraternité historique dans le temps et dans l'espace. Il s'agit des périodes précoloniale, coloniale et postcoloniale.

La période précoloniale se définit ici comme l'étape de l'histoire des peuples étudiés qui se situe avant l'avènement de la colonisation. Elle est l'étape d'un véritable épanouissement de la culture des peuples étudiés et de l'absence d'une influence externe. Dans l'ensemble, elle est la période de l'histoire des peuples camerounais avant le 12 juillet 1884, date de la signature du Traité germano-douala, qui marque la fin de la souveraineté de ces derniers<sup>12</sup>.

La période précoloniale est surtout une période d'épanouissement de la diplomatie traditionnelle soutenue par des alliances entre les entités politiques traditionnelles et par le grand négoce. Il est vrai que cette étape de l'histoire des peuples africains est connue aussi pour les nombreuses rivalités entre ces entités. Plus que tous les autres mobiles, les échanges ont constitué le principal moyen de rapprochement des peuples dans les Grassfields. Les circuits commerciaux rattachaient les marchés locaux entre eux et avec les grands marchés du Cameroun et du Nigeria septentrional. Le développement de ces trafics fut progressif et draina une quantité considérable de personnes et de biens le long des itinéraires qui constituèrent autant de routes commerciales, reliant les zones de production aux lieux d'utilisation.

Au 19<sup>e</sup> siècle, les chefferies bali de la région de Bamenda ont été des points de départ importants des produits locaux en direction de l'Adamawa et de la côte. Les deux routes du Nord qui acheminaient les produits vers les marchés de Bénoué et de Banyo furent d'abord les routes qui partaient de Bali par Kom et Bum pour atteindre Takum, Wukari et Ibi. La route du Sud partait de Bali et atteignait la côte calabar par Manfé. Bali se présentait ainsi comme le nœud de plusieurs axes dont les plus importants sont : Bali-Kom-Bum-Takum-Wukari-Ibi ; Bali-Manfé-Calabar ; Bali-Cross River. À ces axes, on peut ajouter les axes Foumban-Bagam-Bangangte-Douala et Ndop-Kumbo-Nkambe-Banyo-Kontcha dans l'Adamawa. Foumban, la capitale du royaume bamoun, se trouve elle-même à la frontière entre la région des Grassfields et les lamidats de l'Adamawa (Nchoji Nkwi et Warnier, 1982, p. 48-54). Cette localité se développa tout au long du 19<sup>e</sup> siècle et s'imposa ainsi comme un grand pourvoyeur des produits locaux en direction de l'empire de Sokoto. Cette position lui conféra un rôle de pivot entre le Sud et le Nord-Cameroun ou le Nord-Nigeria (Sehou, 2010, p. 49).

Au-delà du rôle qu'ont joué les affinités culturelles et identitaires dans le rapprochement des peuples grassfields francophones et anglophones, il faut ajouter l'antériorité des rapports

12. Dans l'actuel département de la Menoua, qui a pour chef-lieu Dschang, c'est en 1903, date de la création du poste militaire ou du *Bezirk* de Dschang, que les peuples de la région vont perdre totalement leur souveraineté au profit de l'autorité coloniale allemande.

commerciaux qui ont pendant toute la période précoloniale cultivé une volonté d'union et de coopération entre les futurs anglophones et francophones du Cameroun. Une situation que l'avènement de la colonisation viendra renforcer en encourageant le développement urbain.

Dschang est l'une des plus vieilles villes coloniales du Sud-Cameroun. Capitale historique de l'actuelle région de l'Ouest, Dschang fut « découverte » en 1895 par l'Allemand Eugen Zintgraff, qui conduisait la deuxième expédition militaire venant de la base de Fontem, dans l'actuelle région du Sud-Ouest anglophone (Saha, 1993). Une station militaire allemande y fut créée en 1903. Elle était commandée par le colonel Hunter, qui pénétra par Foto et y installa le premier poste militaire. Dès lors commença le développement urbain de Dschang et des autres localités de l'actuelle région de l'Ouest, notamment Bafoussam, Foumban, Bangangte, Mbouda et Bafang. L'expansion urbaine dans la région a tout d'abord été l'œuvre allemande avant de devenir l'œuvre française.

Le séjour allemand dans les pays bamiléké et bamoun a été très bref (1903-1915) (Saha, 1993). Mais il a été marqué par de profondes mutations, plus exactement sur le plan de l'occupation du terroir et de la construction d'édifices, notamment les résidences des chefs de postes administratifs, des champs de tir, des casernes, des prisons, des maisons d'ouvriers (porteurs, artisans et interprètes), des maisons d'Européens, des hôpitaux militaires et des briqueteries (NAB, 1916). Les efforts de construction et d'évangélisation des Allemands s'intensifièrent à partir de 1907, après la pacification de la région, et à l'occasion les périmètres urbains furent considérablement modelés et agrandis.

L'introduction du christianisme et l'implantation des premiers missionnaires chrétiens sont consécutives à la création de ces unités administratives coloniales. Mais retenons que l'évangélisation commença à Bali, dans la région de Bamenda, et à Foumban à travers la mission protestante. Dans une logique coloniale visant à éviter les conflits entre les différentes confessions religieuses, la mission catholique n'avait pas le droit de s'installer à Bali et à Foumban. Elle choisit donc de s'investir plus à l'intérieur, dans les milieux religieusement non conquis. C'est dans cette volonté de se faire un espace religieux propre à eux que les Pères pallotins firent leur entrée dans les chefferies bamiléké et plus précisément à Dschang, et fondèrent en octobre 1910 à Melang (Foto) la première mission catholique, appelée paroisse Sacré-Cœur (Donlejack, 2019). L'œuvre missionnaire à travers l'éducation et la santé a également contribué au développement urbain. Au départ des Allemands en 1915, Dschang par exemple présentait les allures d'une ville coloniale émergente<sup>13</sup>. La France est le pays qui,

13. L'image des autres quartiers en dehors du quartier administratif se dessine nettement après 1915. Cette évolution de l'espace urbain à Dschang correspond à la période de l'occupation anglaise de cet espace. En 1920, cinq quartiers dominent l'espace urbain de la ville de Dschang. Il s'agit du centre urbain, du quartier administratif, du quartier Kamassa, du quartier haoussa et du quartier Kamerun.

après l'Allemagne, a consolidé la grandeur des villes de la région à travers la multiplication des centres administratifs et des investissements dans les diverses infrastructures<sup>14</sup>.

Dans l'ensemble, on peut juste dire que les investissements socio-économiques et religieux au service de l'exploitation des colonies ont été d'un appui considérable à l'émancipation des peuples colonisés et, par là, à la promotion de la paix et à la stabilité dans les colonies. On peut citer le maillage routier et commercial, qui relia les villes coloniales et les régions jusque-là isolées les unes par rapport aux autres, et le développement des villes, qui transforma les vieux marchés précoloniaux et les puissantes chefferies d'antan en espaces urbanisés à population très cosmopolite<sup>15</sup>.

Ajoutons que le commerce a trouvé dans le développement des villes et de leurs infrastructures de communication le moyen de prospérer davantage et a contribué au rapprochement entre les futurs anglophones et francophones des Grassfields qui étaient jadis unis par des liens culturels. En effet, à travers les nouvelles formes de développement économique et social, les colonisateurs ont réussi à détourner l'attention de nombreuses chefferies des querelles intestines liées aux différences ethniques et tribales. Les frontières de l'État moderne imposées par les Européens se sont vues progressivement accepter par les chefs et leur peuple, ce qui a favorisé la flexibilité de certaines frontières tribales qui étaient restées jusque-là très tendues. Le contexte politique, aussi bien international que national, marqué par les débuts de la vie politique au niveau local et par la généralisation des revendications nationalistes qui trouva son aboutissement dans la proclamation de l'indépendance, est aussi une étape marquante de l'émancipation des peuples colonisés et de la volonté de vivre ensemble au détriment des barrières ethniques. Tous ces éléments influèrent à leur manière sur la stabilité et l'interrelation entre les chefferies autrefois rivales, et entre les futurs frères francophones et anglophones des Grassfields.

En somme, le développement des villes et des voies de communication à travers l'ouverture des routes et des pistes reliant les chefferies, les grands marchés et les unités administratives, le contact de plus en plus fréquent entre populations d'origines diverses, la généralisation des marchés hebdomadaires selon un calendrier bien établi et la présence administrative sans cesse plus effective furent autant de ferments de l'évolution et de la stabilité dans les Grassfields. Il faut ajouter à cela le statut particulier de Dschang, qui a connu exceptionnellement trois expériences coloniales (allemande, anglaise et française). On peut bien dire dans le contexte de la crise dite anglophone que les anglophones et les

14. En 1938, l'ancienne région du Noun fut scindée en deux régions : la région bamiléké, ayant pour chef-lieu Dschang, et la région bamoun, ayant pour chef-lieu Foumban. Elle le restera jusqu'au lendemain de l'indépendance du Cameroun, le 1<sup>er</sup> janvier 1960, où elle perdra sa fonction administrative régionale pour devenir simple chef-lieu de département, celui de la Menoua. Le statut de chef-lieu de région a considérablement rehaussé l'éclat de la ville de Dschang.

15. Pendant toute la période coloniale, les marchés dépendaient du calendrier traditionnel des chefferies.

francophones des Grassfields sont unis par des liens culturels mais aussi, plus précisément dans le cas de Dschang, par une expérience coloniale anglaise. Il devient ainsi difficile de ne pas croire que toutes ces expériences historiques n'ont pas d'une manière ou d'une autre influencé le choix urgent de la destination des Grassfields francophones dans le mouvement des déplacés internes de la crise dite anglophone au Cameroun.

### **Dschang : un exemple de l'attraction urbaine des déplacés internes de la crise**

Au-delà de l'apport civilisationnel, de la proximité géographique et des expériences historiques qui ont influencé le choix des Grassfields francophones comme terre de refuge de nombreux déplacés internes de la crise dite anglophone, il faut indiquer que le phénomène urbain a fortement encouragé leur concentration en certains points des Grassfields francophones.

Dans la présente section, nous restons dans la justification de la fraternité historique anglophones-francophones, en la situant cette fois dans le contexte (temporel) de la période postcoloniale. Mais avant toute chose, il faut signaler que la ville de Dschang a perdu son élan hégémonique à la veille de l'indépendance du Cameroun français. En effet, la perte de son statut de capitale régionale entraîna l'abandon de la ville. Tous les centres d'intérêt se tournèrent désormais vers Bafoussam, devenue la capitale régionale de l'Ouest. À petit feu, la ville s'étiola et son patrimoine se dégrada. Il a fallu attendre la création de son université, en 1993, pour qu'elle connaisse un second réveil. Désormais, Dschang vit au rythme de l'intelligentsia. Chaque année, des milliers d'étudiants y débarquent, à la recherche du savoir. La ville a profité de ce nouveau souffle pour reconquérir son honneur et se refaire une nouvelle vie. La contemporanéité de la ville de Dschang est sans doute marquée par la confirmation de son statut de pôle central de rayonnement culturel, universitaire et touristique.

L'Université de Dschang est née de la réforme universitaire de 1993, qui a vu l'éclatement de l'unique université de Yaoundé en six universités d'État. Elle a été créée et organisée par le décret présidentiel n° 93/030 du 19 janvier 1993. À sa création, elle a hérité des infrastructures et du personnel du Centre universitaire de Dschang (CUD) et de l'Institut polyvalent Fotso Victor de Bandjoun. Le CUD était alors composé de l'École nationale supérieure agronomique (ENSA) et de l'Institut des techniques agricoles (ITA).

La naissance de l'Université de Dschang a eu des retombées énormes à différents égards dans la ville de Dschang. Sur le plan social, l'Université a drainé vers Dschang les étudiants, les enseignants et d'autres travailleurs d'horizons divers. Selon le tableau ci-dessous, la population de la ville de Dschang a pratiquement doublé entre 1993, date de la naissance de l'Université de Dschang, et 2007. Il est important de noter que cette croissance rapide de la

population de la ville de Dschang n'est pas uniquement liée à l'avènement de l'Université. Pendant la même période, on a vu renaître le Centre national de la jeunesse et des sports (CENAJES) et l'École normale des instituteurs de l'enseignement général (ENIEG) en 1995.

**Tableau 5**  
**Évolution de la population de la ville de Dschang entre 1993 et 2007**

| Années              | 1993   | 1997   | 2002   | 2004   | 2006    | 2007    |
|---------------------|--------|--------|--------|--------|---------|---------|
| Nombres d'habitants | 49 147 | 67 132 | 87 582 | 93 095 | 109 576 | 112 574 |

Source : J. Lemouogué (2008).

On dira que la proximité géographique et sociologique des peuples grassfields francophones de la région de l'Ouest et Grassfields anglophones de la région du Nord-Ouest et du département de Lebiallem, dans la région Sud-Ouest, est un facteur majeur de la convergence de nombreux étudiants anglophones vers Dschang, ville universitaire. Il faut également indiquer que, jusqu'à la création de l'Université de Bamenda en 2010<sup>16</sup> (seconde université anglophone après l'Université de Buea), l'Université de Dschang était restée la seule université bilingue du Sud-Cameroun, et ce, à côté de l'Université de Ngaoundéré, qui se trouve dans le Nord-Cameroun.

La Faculté d'agronomie et des sciences agricoles de l'Université de Dschang continue d'être l'un des facteurs d'attraction des étudiants vers la ville de Dschang. Elle est réputée être le premier établissement universitaire du Cameroun et l'unique où l'enseignement des productions végétales, des productions animales, de la gestion forestière, de la mécanisation et du génie rural, de l'économie et de la sociologie rurales est actuellement dispensé<sup>17</sup>. Notons enfin que l'Université de Dschang est physiquement présente dans six des dix régions administratives du Cameroun (Centre, Est, Extrême-Nord, Nord-Ouest, Ouest et Sud) à travers des établissements et des antennes. Son implantation territoriale fait de cette université la plus nationale des universités au Cameroun. L'Université de Dschang comptait environ 32 000 étudiants en 2017, encadrés par près de 471 enseignants-chercheurs et environ 711 employés non enseignants. Il est donc évident que la création de cette université a joué

16. L'Université de Bamenda a été créée en 2010, par décret du président de la République n° 2010/371 du 14 décembre 2010.

17. L'École nationale camerounaise d'agriculture (ENCA) a été créée en 1960. Elle a ensuite été remplacée en 1972 par l'École nationale supérieure agronomique (ENSA), puis en 1977 par le Centre universitaire de Dschang. En 1988, le Centre devient l'Institut national de développement rural (INADER). Créée en 1993, la Faculté d'agronomie et des sciences agricoles (FASA) est un des établissements de l'Université de Dschang. Elle a des campus dans les cinq zones agro-écologiques du Cameroun. Sa principale mission est de mettre en œuvre une politique cohérente de formation des cadres moyens et supérieurs qui se destinent à la production agricole, à la sécurité alimentaire et au développement durable.

un rôle considérable dans la concentration de nombreux étudiants et familles anglophones dans la ville de Dschang, une concentration qui a, depuis le début de la crise dite anglophone, motivé d'importants départs vers la ville de Dschang.

**Tableau 6**  
**Nombre d'établissements dans la ville de Dschang**  
**selon le secteur industriel entre 1993 et 2007**

| Secteurs industriels                 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007  |
|--------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------|
| Restaurants                          | 15   | 22   | 27   | 28   | 29   | 32   | 38   | 41   | 46   | 53   | 56   | 59   | 62   | 65   | 65    |
| Banques                              | 3    | 3    | 3    | 2    | 2    | 1    | 1    | 1    | 1    | 1    | 2    | 2    | 2    | 2    | 2     |
| Microfinances                        | 6    | 7    | 7    | 7    | 6    | 5    | 5    | 6    | 6    | 6    | 8    | 11   | 15   | 16   | 19    |
| Immeubles                            | 24   | 28   | 29   | 37   | 49   | 78   | 88   | 154  | 208  | 316  | 328  | 359  | 365  | 370  | 389   |
| Hôtels                               |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 1    | 1    | 2    | 4     |
| Communautés religieuses              | 3    | 3    | 4    | 6    | 7    | 7    | 9    | 9    | 10   | 10   | 11   | 11   | 15   | 18   | 20+   |
| Cybercafés                           | /    | /    | /    | /    | /    | /    | /    | 1    | 3    | 5    | 7    | 5    | 5    | 5    | 7     |
| Stations d'essence                   | 4    | 5    | 5    | 5    | 5    | 5    | 5    | 5    | 5    | 5    | 5    | 6    | 6    | 6    | 6     |
| Boulangeries                         | 4    | 4    | 3    | 4    | 4    | 4    | 4    | 4    | 4    | 4    | 5    | 6    | 7    | 7    | 7     |
| Librairies                           | 3    | 4    | 4    | 5    | 7    | 9    | 9    | 9    | 9    | 11   | 12   | 13   | 14   | 16   | 22    |
| Boîtes de nuit                       | 3    | 3    | 3    | 4    | 4    | 4    | 3    | 2    | 2    | 2    | 3    | 4    | 5    | 7    | 9     |
| Buvettes                             | 140  | 141  | 138  | 140  | 147  | 152  | 151  | 161  | 182  | 187  | 189  | 199  | 203  | 210  | 229   |
| Agences de voyage                    | 3    | 3    | 4    | 4    | 5    | 5    | 4    | 3    | 5    | 8    | 11   | 15   | 17   | 20   | 24    |
| Motos-taxis                          | /    | /    | /    | /    | /    | /    | /    | /    | /    | /    | /    | /    | /    | /    | 2000+ |
| Secrétariat                          | 2    | 2    | 3    | 3    | 3    | 6    | 8    | 11   | 14   | 17   | 24   | 36   | 45   | 52   | 65    |
| Cabinets téléphoniques ou call boxes | 4    | 11   | 25   | 36   | 51   | 60   | 80   | 83   | --   | 94   | 121  | 136  | 142  | 149  | 161   |
| Supermarchés                         | 0    | 0    | 1    | 1    | 1    | 1    | 1    | 1    | 1    | 2    | 6    | 8    | 10   | 10   | 12    |
| Boutiques                            | 49   | 53   | 56   | 58   | --   | 66   | 72   | 79   | 88   | 113  | 126  | 137  | 142  | 180  | 205   |
| Poissonneries                        | 11   | 12   | 15   | 12   | 16   | 18   | 22   | 23   | 27   | 29   | 31   | 38   | 45   | 48   | 67    |
| Pressings                            | 5    | 5    | 5    | 6    | 6    | 5    | 5    | 6    | 6    | 6    | 8    | 11   | 15   | 16   | 19    |

Source : Archives de la Délégation départementale des impôts de la Menoua/Dschang.

La renaissance de la ville de Dschang, qui s'est manifestée à travers la création de son université, n'a pas engendré des retombées seulement sur les plans social et culturel. Elle s'est aussi faire sentir dans le domaine de l'économie. La croissance des infrastructures immobilières est tout aussi remarquable que celle des autres activités économiques dans la ville. Le tableau ci-dessus résume le dynamisme économique de la ville de Dschang entre 1993 et 2007. On y remarque que, depuis les plus petits métiers aux industriels, la croissance est spectaculaire. Entre 1993 et 2007, les établissements ont triplé dans la quasi-totalité des secteurs industriels recensés, faisant davantage de la ville de Dschang un véritable pôle d'attraction des populations avoisinantes, de celles en mouvement ou de celles en quête d'une ville refuge, comme dans le cadre de la crise dite anglophone.

## Conclusion

Il ressort de cette étude que les mouvements forcés des personnes résultent généralement des conflits armés, des violations des droits de l'Homme, des catastrophes naturelles et des activités d'exploitation et de mise en valeurs des ressources. Si ces facteurs ont un dénominateur commun, à savoir leurs conséquences sur le mouvement des personnes, il faut tout de même signaler que le choix du lieu de refuge varie en fonction de la nature de la crise. Bien que ces mouvements dans l'ensemble soient caractérisés par des fuites soudaines, il faut indiquer que le choix des destinations n'est pas fortuit.

Au regard des rapprochements culturels et géographiques, des expériences historiques et du facteur urbain, nous pouvons dire que le choix de la destination des Grassfields francophones par les déplacés internes de la crise dite « anglophone » est plus ou moins un choix orienté. Il est orienté par des affinités culturelles qui font des Grassfields un même socle culturel et identitaire et qui s'appréhendent tout autant dans l'unité que dans la pluralité. Nous pouvons donc dire que les expériences historiques des peuples de ce grand ensemble n'ont pas réussi à voiler ses affinités culturelles pour les reléguer au second plan. Au contraire, on a vu certaines de ces expériences renforcer davantage ces valeurs civilisationnelles qui s'imposent comme des facteurs de la cohésion sociale dans les Grassfields.

Au-delà des affinités culturelles et identitaires, il faut ajouter l'antériorité des rapports commerciaux, qui ont pendant toute la période précoloniale cultivé une volonté d'union et de coopération entre les futurs anglophones et francophones du Cameroun. Une situation que l'avènement de la colonisation viendra renforcer à travers la construction d'un véritable État-nation et l'encouragement de la croissance urbaine qui s'intensifiera avec le développement des infrastructures socio-économiques, administratives et culturelles. Dans l'ensemble, le développement des villes des Grassfields francophones, celui des voies de communication, des marchés et des unités administratives sont, à côté des expériences culturelles et historiques, autant d'attraits qui ont encouragé un important mouvement des déplacés internes de la crise anglophone vers les Grassfields francophones camerounais.

## Références

- Agence des Nations Unies pour les réfugiés (s.d.). *Les personnes déplacées*. <https://www.unhcr.org/dach/ch-fr/en-bref/qui-nous-aidons/deplaces-internes>
- Agence des Nations Unies pour les réfugiés (2013). *Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays : responsabilité et action* [guide à l'usage des parlementaires]. 20. <https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=528b1c494>
- Agence des Nations Unies pour les réfugiés. (2018, 9 novembre). *Plus de 30 000 réfugiés camerounais sont déjà arrivés au Nigéria, après avoir fui les violences*. <https://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2018/11/5be55d6ea/30-000-refugies-camerounais-deja-arrive-nigeria-apres-fui-violences.html>
- Archives de la Délégation départementale des impôts de la Menoua/Dschang.
- Boumaajoune, J. (2021). Écriture et migration « femmes et migration dans le roman négro-africain d'expression française : de l'invisibilité à la supervisibilité ». Dans F. Toudoire-Surlapierre et S. Hegele (dir.), *Les migrations Féminines*. Éditions Orizons.
- Comité international de la Croix-Rouge. (1998, 11 février). Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays. *Revue Internationale de la Croix-Rouge*. 831. <https://www.icrc.org/fr/doc/resources/documents/misc/5fzf6z.htm>
- Délégation départementale des enseignements secondaires de la Menoua. (2020). *Rapport de recensement des élèves déplacés de la crise anglophone*.
- Délégation départementale de l'éducation de base de la Menoua (2020). *Rapport de recensement des élèves déplacés de la crise anglophone*.
- Desbrousses, H. (2007). L'apport de Marx à la théorie de l'État. *Nouvelles Fondations*, 5, 71-84. <https://doi.org/10.3917/nf.005.0071>
- Donleack, M. (2019, 1 octobre). Rencontre entre musulmans(es) et chrétiens(nes) dans la région des Grassfields du Cameroun : de la méfiance réciproque à la cohabitation pacifique. *HistoireEngagée.ca*. <https://histoireengagee.ca/category/collaborateurs/martin-donleack/>
- Dorais, L.-J. (2004). La construction de l'identité. Dans D. Deshaies et D. Vincent (dir.), *Discours et constructions identitaires*. Presses de l'Université Laval.
- Dossou, M. (2020, 24 février). Crise anglophone : Tous les camerounais prennent le chemin du Nigéria. *Actu Cameroun*. <https://actucameroun.com/2020/02/24/crise-anglophone-tous-les-camerounais-prennent-le-chemin-du-nigeria/>
- Éthier, D. (2010). *Introduction aux relations internationales* (4<sup>e</sup> éd.). Presses de l'Université de Montréal.
- Fabbian, L. (2021, 14 mars). Au Nigeria, les défis de l'intégration pour les réfugiés camerounais. *Le Monde*. [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/03/14/au-nigeria-les-defis-de-l-integration-pour-les-refugies-camerounais\\_6073092\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/03/14/au-nigeria-les-defis-de-l-integration-pour-les-refugies-camerounais_6073092_3212.html)

- Gaud, M. (2004, janvier-février). L'Afrique entre décomposition et recompositions. *Questions Internationales*, (5), 6-24.
- Harris, J. R. et Todaro, M. P. (1970). Migration, unemployment and development: A two-sector analysis. *The American Economic Review*, 60(1), 126-142. <https://www.jstor.org/stable/1807860>
- Hersent, J.-F. (2002). *L'identité culturelle*. Armand Colin.
- Institut Numérique. (2012, 25 septembre). La crise et ses différentes définitions. <https://www.institut-numerique.org/151-la-crise-et-ses-differentes-definitions45-5061bdeab2d49>
- International Crisis Group (2019, 2 mai). *Crise anglophone au Cameroun : comment arriver aux pourparlers* [rapport n° 272/Africa]. <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/272-crise-anglophone-au-cameroun-comment-arriver-aux-pourparlers>
- Keutcheu, J. (2021). La crise anglophone : entre lutte de reconnaissance, mouvements protestataires et renégociation du projet hégémonique de l'État au Cameroun. *Politique et Sociétés*, 40(2), 3-26. <https://doi.org/10.7202/1077867ar>
- Koffie-Bikpo, C. et Dembelle, O. (dir.) (2009). *Perspectives de la géographie en Afrique subsaharienne*. Éditions universitaires européennes.
- Lalande, A. (2006). *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*. Presses universitaires de France.
- Lemouogué, J. (2008). *Conquête citadine des parcelles agricoles périurbaines et dégradation des rapports urbains/ruraux dans le périurbain de Dschang (Cameroun)* [communication]. Colloque Les rapports urbains-ruraux : conflits d'usage et cohabitation des activités.
- Lewis, W. A. (1954). Economic development with unlimited supplies of labour. *The Manchester School*, 22(2), 139-191. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9957.1954.tb00021.x>
- Maurel, C. (2019). Le statut et la situation des réfugiés dans le monde, enjeu pour l'ONU. *Cahiers d'histoire : revue d'histoire critique*, (142), 37-59. <https://doi.org/10.4000/chrhc.10490>
- Monty White, A. J. (1983). *Évolution : un mythe croulant*. Centre biblique européen.
- NAB; CC 1916/2, report in Dschang division (British sphere) Cameroons.
- NAB; Vc/B/1961/2, la Conférence de Foumban.
- Nchoji Nkwi, P., et Warnier, J.-P. (1982). *Elements for a history of the Western Grassfields*. Université de Yaoundé.
- Ngoh, V. J. (2019). *Le Cameroun de 1884 à nos jours (2018) : histoire d'un peuple*. Design House.
- Notué, J.-P. et Triaca B. (2005). *Bandjoun : trésors royaux au Cameroun*. Éditions 5 Continents.
- Onana Mfège, A.-H. (2004). *Le Cameroun et ses frontières, une dynamique géopolitique complexe*. L'Harmattan.
- Pin, R. (2013). *L'origine de l'homme*. Éditions Asap.

- Préfecture de Menoua. (2019). *Rapport de l'assistance humanitaire du gouvernement camerounais aux déplacés internes de la crise anglophone dans le département de Menoua*.
- Puel, H. (2005). Le néolibéralisme, modèle économique dominant. *Revue d'éthique et de théologie morale*, (233), 29-51. <https://doi.org/10.3917/retm.233.0029>
- Richard, F. (2017, 14 octobre). *Cameroun anglophone : Aux origines de la crise*. France 24. <https://www.france24.com/fr/20170518-cameroun-region-anglophone-paul-biya-manifestations-origine-crise>
- Saha, Z. (1993). *Le Bezirk de Dschang : relations entre l'administration coloniale allemande et les autorités traditionnelles (1907-1914)* [mémoire de maîtrise, Université de Yaoundé].
- Saha, Z. et Kouesso, J. R. (2017). *Les Grassfields du Cameroun : des fondements culturels au développement humain*. Cerdotola.
- Séhou, A. (2010). *L'esclavage dans les lamidats de l'Adamaoua (Nord-Cameroun), du début du XIX<sup>e</sup> à la fin du XX<sup>e</sup> siècle* [thèse de doctorat, Université de Yaoundé I, Cameroun].
- Tassang, W. (2017, 14 février). Message to the people. <https://www.youtube.com/watch?v=r1MNBPgys34>
- Thornberry P. (1980). Minority rights, human rights and international law. *Ethnic and Racial Studies*, 3(3), 249-263. <https://doi.org/10.1080/01419870.1980.9993303>

## Mots clés

Cameroun, crise anglophone, déplacés internes, minorité linguistique, Grassfields

## Keywords

Cameroon, Anglophone Crisis, internally displaced persons, linguistic minority, Grassfields

## Correspondance

[donlejackmartin@yahoo.fr](mailto:donlejackmartin@yahoo.fr)

[veranchotu@yahoo.com](mailto:veranchotu@yahoo.com)